



Esch-sur-Alzette, le 22 septembre 2025

Concerne : Réunion Européenne des Étudiants Luxembourgeois 2025

Dossier de Presse

Contact :

Association des Cercles d'Étudiants Luxembourgeois (ACEL)

Gianni Di Paoli

Président

gianni.dipaoli@acel.lu

+ 352 20 60 84 84 – 1

www.acel.lu

Réunion Européenne des Étudiants Luxembourgeois (REEL)

Ben Moes

Président

ben.moes@reel.lu

+ 352 621 594 505

www.reel.lu

ACEL - Association des Cercles d'Étudiants Luxembourgeois asbl

contact@acel.lu
www.acel.lu

Tel.: (+352) 20 60 84 84
f @ in + /acelluxembourg

2, avenue de l'Université
L-4365 Esch-sur-Alzette

(+352) 20 60 84 84 - 1 | Président-e
(+352) 20 60 84 84 - 4 | Vice-Président-e Représentation



SPUERKEESS
Partenaire officiel

La Réunion Européenne des Étudiants Luxembourgeois (REEL)

Depuis 1984, la « Réunion Européenne des Étudiants Luxembourgeois » est un événement de grande importance pour les étudiants du Grand-Duché de Luxembourg. Environ 150 jeunes luxembourgeois, poursuivant leurs études en Europe, se réunissent chaque année dans une ville étudiante pour s'échanger sur différents thèmes importants concernant la vie étudiante ou la politique de l'enseignement supérieur. La 41^e édition sous le thème « Prix flambants et retraites en danger : un avenir prospère, est-il toujours possible au Luxembourg ? » a eu lieu du 18 septembre au 21 septembre 2025 à Strasbourg.

Différents sujets ont été discutés en collaboration avec l'ACEL (Association des Cercles d'Étudiants Luxembourgeois), entre autres les sujets concernant l'IA dans les études et comment inclure la génération post-Covid dans les cercles d'étudiants. Ces workshops sont une vraie occasion pour l'ACEL de rentrer dans l'échange avec les étudiants, afin de mieux connaître leurs avis et leurs inquiétudes.

Afin de développer la relation entre patron et futur employé, une rencontre entre professionnels et étudiants a fait partie intégrante du programme. Cette rencontre s'est déroulée sous forme de présentations de certaines entreprises et d'un salon de recrutement. Les jours suivants se sont composés notamment d'activités culturelles, de visites d'entreprises et de workshops organisés par l'ACEL. Pendant la REEL, la cohabitation sociale était très importante et n'a pas été négligée.

REEL 2025

Sujet :

« Prix flambants et retraites en danger : un avenir prospère, est-il toujours possible au Luxembourg ? »

Le Luxembourg, souvent considéré comme un havre de prospérité en Europe, traverse une période d'incertitude économique marquée par l'augmentation du coût de la vie et les défis pesant sur le système des retraites. La hausse fulgurante des prix de l'immobilier, celle de l'énergie et de la consommation en général suscitent des inquiétudes quant à la pérennité du niveau de vie auquel les résident·e·s sont habitué·e·s.

Un système de retraite sous tensions : Contrairement à certaines attentes, les étudiant·e·s s'intéressent fortement à la question des retraites. Le modèle luxembourgeois, basé sur la répartition, repose sur un équilibre fragile entre actifs et retraité·e·s. Avec le vieillissement de la population, la viabilité du système est mise en cause. Selon l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), les réserves pourraient devenir insuffisantes d'ici 2045, entraînant un endettement croissant si aucune réforme n'est adoptée. Des mesures impopulaires, comme un relèvement de l'âge légal ou une réduction des prestations, pourraient alors devenir inévitables. Conscients qu'une réforme est nécessaire, nous, étudiant·e·s, estimons indispensable de participer à son élaboration, car ce sont avant tout nos générations qui en ressentiront les effets.

Le pouvoir d'achat fortement en danger : L'inflation, alimentée par les crises successives (Covid-19, guerre en Ukraine, hausse des prix de l'énergie), pèse lourdement sur le pouvoir d'achat. Le système d'indexation des salaires atténue partiellement cette hausse, mais ne compense pas toujours intégralement l'augmentation des coûts. L'écart entre hauts et bas revenus se creuse, et de nombreux ménages doivent réduire leurs dépenses. Les étudiant·e·s, en raison de leur statut précaire et de leur entrée tardive sur le



marché du travail, sont particulièrement vulnérables. Dans nos villes universitaires à l'étranger, les loyers et le coût de la vie augmentent fortement, ce qui freine notre autonomie. Il est donc impératif de renforcer le soutien aux étudiant-e-s pour leur permettre de se consacrer pleinement à leurs études.

L'explosion des prix, un frein à l'accession à la propriété : L'immobilier constitue une autre source majeure d'inquiétude. La demande élevée et l'offre limitée rendent l'accession à la propriété de plus en plus difficile, surtout pour les jeunes générations. Beaucoup de résident-e-s doivent consacrer une part disproportionnée de leurs revenus à leur logement. Malgré certaines mesures publiques, la hausse reste structurelle et accentue les inégalités. Les étudiant-e-s en sont également touché-e-s, notamment par des loyers exorbitants dans leurs villes universitaires. Si les dernières tendances du marché national montrent une légère stabilisation, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer l'accès au logement.

Il est clair que certains de ces problèmes sont les conséquences des crises récentes. Mais en tant qu'étudiant-e-s et futur-e-s acteur-ric-e-s de la société luxembourgeoise, nous avons besoin d'une vision durable pour garantir un avenir professionnel équilibré et prometteur.

Programme de la REEL :

Les quatre jours de dialogue ont débuté avec les workshops de l'ACEL. Trois ateliers étaient proposés : Le premier portait sur l'IA dans les études, soulignant son usage déjà répandu mais des règles encore très variables selon les universités, d'où l'appel à une harmonisation européenne. Le deuxième, La Formation en Coulisse, s'intéressait à la manière d'informer les élèves du secondaire et au renforcement de la coopération entre ACEL et Cercles. Le troisième enfin traitait de la génération post-COVID, mettant en avant l'évolution des besoins des étudiants et les changements dans la culture associative.

L'après-midi a donné place aux présentations des partenaires, dont l'objectif est d'établir un échange entre différentes entreprises luxembourgeoises et les étudiants. Suivi d'une foire, où les étudiants ont pu poser leurs questions directement aux représentants des entreprises et entrer en contact avec un éventuel futur employeur.

Le matin de la deuxième journée a commencé avec des visites culturelles. Les étudiants pouvaient choisir entre le domaine viticole de Francis Beck, la distillerie Lehmann ou le Parlement européen, où une rencontre avec les députés luxembourgeois Charles Goerens, Tilly Metz et Martine Kemp a permis un échange sur des thèmes d'actualité et la visite du Parlement.

Durant l'après-midi, le rallye traditionnel à eu lieu. Celui-ci a permis de montrer la ville de Strasbourg aux participants. Entre autres ils ont l'occasion de voir l'Ill, la Cathédrale Notre Dame de Strasbourg, ainsi que la vieille ville.

La journée politique a eu lieu samedi. Un échange intéressant sur le sujet phare de la REEL s'est déroulé au Palais de la Musique et des Congrès.



Le programme a débuté par trois discours d'ouverture. Le premier a été prononcé par **Ben Moes**, président de la REEL, qui a posé les premiers jalons du thème central en invitant les participants à réfléchir à ce que signifie réellement « avenir prospère ».

Le deuxième discours a été tenu par le Premier ministre **Luc Frieden**. Il a évoqué la réforme des pensions récemment présentée par le gouvernement et en a expliqué la motivation. Abordant également la hausse du coût de la vie, il a rappelé que ces enjeux ne peuvent être analysés isolément du contexte international. Il a encouragé les étudiants à développer leurs propres opinions sur ces thèmes et à nourrir la réflexion tout au long des activités prévues.

Enfin, la ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, **Stéphanie Obertin**, a mis en avant la manière dont le gouvernement entend agir en faveur de la jeunesse et des étudiants. Elle a souligné l'importance de l'adaptation de l'aide financière et la reconnaissance continue des années d'études dans le contexte du système de pensions, afin de préserver l'attractivité du Luxembourg.

Après les discours d'ouverture, deux introductions thématiques ont suivi. **Laurent Schengen** et **Pit Feltes**, membres du comité de l'ACEL, ont présenté une introduction au thème du système de retraite. Ils ont expliqué le fonctionnement du système actuel et montré de manière concrète quelles conséquences les réformes de 2012 ainsi que la réforme annoncée par le gouvernement pourraient avoir sur sa viabilité, que ce soit en termes de financement à long terme ou d'équité entre les générations.

La deuxième introduction portait sur le thème des coûts de la vie et fut assurée par **Tom Haas**, directeur du STATEC. Il a présenté l'évolution des prix et des dépenses en Luxembourg, en abordant notamment la situation du logement. Il a conclu que, si les prix ont également augmenté au Luxembourg, cette hausse est restée moins forte qu'à l'étranger et a été compensée par une progression plus marquée des salaires, ce qui a permis d'améliorer le pouvoir d'achat au cours des dernières années. Or cette situation ne reflète pas la réalité de la majorité des étudiants luxembourgeois, qui poursuivent leurs études à l'étranger et ne bénéficient donc pas de cet équilibre.

Ensuite, six workshops ont été organisés autour des thèmes de la REEL. Trois d'entre eux étaient consacrés au système de retraite et ont permis de réfléchir à ce qu'est un système juste, à la pertinence de la réforme proposée et à ce à quoi pourrait ressembler une réforme durable à long terme. Les trois autres se sont concentrés sur la question du coût de la vie pendant et après les études, ainsi que plus largement sur la situation du logement. Ces ateliers ont offert aux étudiants l'occasion de partager leurs propres idées, qui ont ensuite pu nourrir les tables rondes de l'après-midi.

Après le déjeuner, le programme s'est poursuivi avec les tables rondes. Cette année, deux tables rondes ont eu lieu, organisées l'une après l'autre. Avant chacune d'elles, les résultats des workshops ont été brièvement présentés afin de servir de point de départ et d'apporter un premier input aux discussions.



Première table ronde : système de pension

La table ronde s'est constituée des acteur.rice.s suivant.e.s :

Madame Martine DEPREZ

Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ; Ministre de la Sécurité sociale

Monsieur Mars DI BARTOLOMEO

Député pour « Lëtzebuerger Sozialistesche Arbechterpartei »

Monsieur Marc BAUM

Député pour « Déi Lénk »

Monsieur Carlos PEREIRA

Membre du bureau exécutif de l'OGBL

Monsieur Gianni DI PAOLI

Président de l'ACEL

Au début, Gianni Di Paoli a exprimé la préoccupation de la jeunesse face à la réforme. Selon lui, les mesures adoptées ne vont pas assez loin et ne permettent pas d'offrir une véritable perspective aux jeunes générations, qui auraient besoin d'une vision plus claire et durable de l'avenir du système.

La ministre Martine Deprez a défendu la réforme récemment adoptée et l'a qualifiée de succès dans la mesure où l'augmentation des cotisations et l'allongement de la durée de cotisation pour une retraite anticipée à 60 ans contribuent à réduire la pression immédiate sur le système. Elle a précisé que cette réforme devait être comprise comme une mesure de stabilisation à court terme, donnant le temps nécessaire pour réfléchir à des solutions plus structurelles.

Mars Di Bartolomeo a critiqué un affaiblissement des acquis de la réforme de 2012. Il a suggéré un recours plus marqué aux réserves et a évoqué la possibilité d'introduire une contribution sociale généralisée, impliquant toutes les générations, afin de mieux couvrir les déficits futurs et de renforcer l'équité.

Carlos Pereira a regretté que de nombreuses pistes de réforme, discutées durant la consultation et ayant recueilli un large consensus, aient disparu de la version finale. Selon lui, les attentes des partenaires sociaux n'ont été que partiellement intégrées, et la réforme ne répond pas aux ambitions initiales.

Face à ces critiques, la ministre Martine Deprez a tenu à souligner que toutes les propositions formulées pendant la phase de consultation avaient bel et bien été prises en compte et documentées. Elle a annoncé que celles-ci constitueraient la base d'un travail d'expertise approfondi au cours des deux à trois prochaines années, comprenant la comparaison de modèles étrangers et la réalisation de nouvelles simulations afin d'évaluer leur faisabilité au Luxembourg.



Marc Baum a souligné qu'on avait manqué l'occasion de sauver le système à long terme. À ses yeux, certaines propositions existantes auraient permis de retarder de plusieurs années l'apparition d'un déficit et l'épuisement progressif des réserves, mais elles n'ont pas été retenues.

La ministre Deprez a néanmoins rappelé qu'aucune réforme ne pouvait sécuriser le système sur quarante ans. Elle a insisté sur la nécessité d'accepter une nouvelle réalité : celle d'un ajustement régulier, environ tous les cinq ans, en fonction de l'évolution démographique et économique.

Enfin, Gianni Di Paoli a replacé le débat dans un cadre plus global. Dans un contexte de « poly-crisis », a-t-il dit, il serait souhaitable d'élaborer une vision à plus long terme, plutôt que de mobiliser en permanence des ressources sur les mêmes discussions récurrentes. Il a critiqué l'atmosphère de la phase de consultation, marquée selon lui par des arrière-pensées et le manque d'une volonté commune. Pour l'avenir, il a appelé les partenaires sociaux, les employeurs et les responsables politiques à faire preuve de plus de courage et de coopération, afin de mettre en place une réforme durable. Faute de quoi, le risque existerait que la capacité à réformer le système s'affaiblisse progressivement, comme cela s'observe déjà dans d'autres pays.

Deuxième table ronde : coût de la vie et logement

La table ronde s'est constituée des acteur.rice.s suivant.e.s :

Madame Carole HARTMANN

Député pour « Demokratesch Partei Lëtzebuerg »

Madame Djuna BERNARD

Député pour « Déi Gréng »

Monsieur Tom HAAS

Directeur du STATEC

Monsieur Christophe KNEBELER

Membre du comité de direction du LCGB

Monsieur Gianni DI PAOLI

Président de l'ACEL

Au début, Gianni Di Paoli a rappelé que l'ACEL est régulièrement sollicitée par des étudiant-e-s, au Luxembourg comme à l'étranger, confronté-e-s à de grandes difficultés pour trouver un logement. Il a souligné que le problème n'est pas seulement financier, mais aussi lié au manque d'offres, obligeant certain-e-s à des recherches parfois désespérées.

Carole Hartmann a rappelé que la loi sur l'aide financière devait être régulièrement évaluée afin de s'adapter aux besoins réels. Gianni Di Paoli a salué sa récente réforme, qui prévoit une meilleure prise en charge des frais et une augmentation de la bourse de mobilité, un soutien précieux pour celles et ceux qui étudient à l'étranger. Djuna Bernard a insisté sur l'importance de prendre en compte les frais liés à la mobilité, notamment lorsque les transports publics restent insuffisants.



Christophe Knebeler a rappelé le rôle de la loi sur les stages rémunérés, tout en soulignant les améliorations encore nécessaires.

Gianni Di Paoli a ensuite alerté sur le poids du prêt étudiant, qui entraîne souvent des dettes à cinq chiffres. Le manque de filières à l'Université du Luxembourg oblige de nombreux étudiant·e·s à partir à l'étranger, avec des frais supplémentaires et une dette accrue, ce qui les prive parfois de la possibilité de rester au pays. Carole Hartmann a relativisé en évoquant le plafonnement des prêts et la diversité des aides, tandis que Djuna Bernard a proposé d'intégrer davantage la mobilité et la situation réelle du logement dans la loi. Christophe Knebeler a souligné que la réforme de 2012 avait réduit l'équité sociale du système.

La discussion a aussi porté sur la situation après les études. Tous·tes ont reconnu que le logement reste le principal facteur de pression pour les jeunes diplômé·e·s. Tom Haas a précisé que, même si le pouvoir d'achat global a progressé au Luxembourg, l'immobilier n'entre pas dans les indicateurs officiels alors qu'il pèse lourdement sur les jeunes. Carole Hartmann a rappelé que de nombreuses aides existent mais restent méconnues. Gianni Di Paoli a proposé, dans le cadre de la réforme de l'aide financière, une prime de fin d'études accompagnée d'un « kit de démarrage » rassemblant des informations pratiques. Djuna Bernard a soutenu cette idée, en rappelant que le site guichet.lu offre déjà une documentation complète. Christophe Knebeler a ajouté que les syndicats contribuent également largement à l'information des étudiant·e·s et que la question s'inscrit dans un contexte européen, où les coûts du logement augmentent partout.

Interrogées sur le modèle viennois, Carole Hartmann et Djuna Bernard ont reconnu qu'il s'agissait d'un exemple intéressant, mais difficilement transposable à court terme. Le consensus a été que la priorité reste d'augmenter les investissements publics, aux niveaux national et communal, pour rattraper le retard.

Gianni Di Paoli a conclu en soulignant l'urgence d'accélérer les procédures administratives et en rappelant que seulement 1 000 logements étudiants existent pour plus de 7 000 étudiant·e·s, soit 16 %, en dessous de la moyenne européenne de 18 %. L'objectif doit être de dépasser ce seuil. Il a également critiqué l'abandon du projet « Porte de France », annulé après des années de planification, et a relevé que le cadre légal actuel limite les investissements directs dans le logement étudiant. Il a donc évoqué la nécessité d'examiner des adaptations permettant de renforcer l'engagement public dans ce domaine.

À la fin de cette journée très intéressante et variée, il y avait un dîner, puis a suivi la soirée chique.

Pour terminer l'évènement, les participants se sont rendus à une dernière visite culturelle. Au choix, il y avait le musée du Pain d'épice, le château Haut-Koenigsbourg et la Brasserie Meteor.



Association des Cercles d'Étudiants Luxembourgeois (ACEL)

Aujourd'hui, l'ACEL représente plus de 45 cercles d'étudiant.e.s. L'ACEL, porte-parole de plus de 10.000 étudiant.e.s luxembourgeois.es, est devenu le plus grand représentant des étudiant.e.s au Luxembourg. L'ACEL est idéologiquement et politiquement neutre, signifiant qu'elle n'adhère pas aux partis politiques et n'exprime pas les opinions de ces derniers. Depuis sa fondation en 1984, l'organisation faîtière des cercles d'étudiants s'est fixée trois objectifs majeurs :

- Réunir les étudiant.e.s luxembourgeois à l'étranger et au Luxembourg ;
- Informer les étudiant.e.s actuels et futurs ;
- Représenter et défendre les droits des étudiant.es tant au niveau national qu'au niveau international.

